

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

Supplément spécial N° 122

OCTOBRE 1934

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa quinzième session ordinaire
(du 10 au 27 septembre 1934).

Genève, 1934

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

Special Supplement No. 122

OCTOBER 1934

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

Fifteenth Ordinary Session

(September 10th to 27th, 1934).

Geneva, 1934

LEAGUE
OF NATIONS
SPECIAL SUPPLEMENT
NO. 122
OCTOBER 1934

LES ACTES DE LA QUINZIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication, jusqu'à fin juillet 1935. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page IV de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète : Fr. 50.— (argent suisse), y compris tout autre supplément spécial au *Journal Officiel* pouvant être publié entre la quinzième et la seizième session ordinaire de l'Assemblée.

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais) ; il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

	Argent suisse
Abonnement annuel (1934) (y compris l'Index) . . .	Fr. 75.—
1 ^{re} Année (1920)	» 15.—
2 ^{me} » (1921)	» 15.—
3 ^{me} » (1922)	» 60.—
4 ^{me} » (1923)	» 60.—
5 ^{me} » (1924)	» 60.—
6 ^{me} » (1925)	» 60.—
7 ^{me} » (1926)	» 60.—
8 ^{me} » (1927)	» 60.—
9 ^{me} » (1928)	» 60.—
10 ^{me} » (1929) et seq. (y compris l'Index) . . .	» 75.—

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages

RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en six éditions : française, anglaise, allemande, espagnole, italienne et tchèque.

Abonnement annuel	Fr. 5.—	}	(Argent suisse)
Prix d'un numéro	» 0.50		

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa quinzième session ordinaire,

du 10 au 27 septembre 1934.

TABLE DES MATIÈRES

Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa quinzième session ordinaire, du 10 au 27 septembre 1934.

	Pages
I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU :	
1. Vérification des pouvoirs	5
2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour	5
3. Nomination du Bureau	6
II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX	7
III. RÉOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA PREMIÈRE COMMISSION :	
Manière dont sont accrédités les délégués à l'Assemblée : Amendement de l'article 5 du Règlement intérieur de l'Assemblée	8
IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION :	
1. Travaux de l'Organisation d'hygiène	9
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit . . .	9
3. Questions économiques et financières	9
4. Collaboration de la presse à l'organisation de la paix	9
V. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION :	
1. Questions financières	11
2. Contributions arriérées	12
3. Répartition des dépenses de la Société	12
VI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION :	
1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles	14
2. Traite des femmes et des enfants	15
3. Protection de l'enfance	15
4. Questions pénales et pénitentiaires	16
5. Assistance aux étrangers indigents	17

VII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION :

1. Admission de nouveaux Membres dans la Société des Nations :	
A. Admission de l'Union des Républiques soviétistes socialistes : désignation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes comme membre permanent du Conseil	18
B. Admission de l'Afghanistan	18
2. Différend entre la Bolivie et le Paraguay	18
3. Interdiction, dans le cadre du Pacte, de la fourniture d'armes et de matériel de guerre aux belligérants	19
4. Protection des minorités	19
5. Mandats	20
6. Esclavage	20
7. Travaux de l'Organisation de coopération intellectuelle	20
8. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs	23

VIII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE :

1. Commission d'étude pour l'Union européenne	24
2. Commissions de la Société des Nations	24
3. Nationalité de la femme	24
4. Statut de la femme	24
5. Conférence pour la réduction et la limitation des armements	25
6. Relations entre la Société des Nations et l'Union panaméricaine.	25

IX. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL 25

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa quinzième session ordinaire, du 10 au 27 septembre 1934.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

A la suite des rapports présentés par la Commission de vérification des pouvoirs, nommée par l'Assemblée le 10 septembre 1934, les pouvoirs des représentants des Membres de la Société ont été trouvés en bonne et due forme.

La Commission était constituée de la manière suivante :

- Son Excellence le D^r Augusto César BADO (Uruguay), *président*¹ ;
- M. H. T. ANDREWS (Union Sud-Africaine) ;
- Son Excellence le comte CARTON DE WIART (Belgique) ;
- M. N. ANTONOFF (Bulgarie) ;
- Son Excellence M. Wunsz KING (Chine) ;
- Son Excellence M. A. SCHMIDT (Estonie) ;
- Son Excellence M. Ladislas DE TAHY (Hongrie) ;
- Son Excellence le D^r Enrique JIMÉNEZ (Mexique).

[Séances des 10 septembre (matin), 12 septembre (après-midi), 18 septembre (après-midi) et 27 septembre (matin) 1934.]

2. NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de :

- M. S. LOZORAITIS (Lithuanie), *président* ;
- M. W. E. BECKETT (Royaume-Uni) ;
- M. C. MAYARD (Haïti) ;
- M. KÜNZL-JIZERSKÝ (Tchécoslovaquie) ;
- M. J. HEARNE (Irlande) ;
- Le comte PIOLA CASELLI (Italie) ;
- M. C. GORGÉ (Suisse).

[Séance du 10 septembre 1934 (matin).]

¹ Après le départ de M. Bado de Genève, M. Schmidt (Estonie) a été nommé pour le remplacer comme président de la Commission.

3. NOMINATION DU BUREAU.

Le Bureau de la quinzième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit :

- a) Le président de l'Assemblée ;
- b) Les six vice-présidents élus par l'Assemblée ;
- c) Les présidents des cinq Commissions de l'Assemblée, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée ;
- d) Le président de la Commission de l'ordre du jour ;
- e) Le président de la Commission des pouvoirs.

a) *Président.*

Son Excellence M. R. J. SANDLER (Suède) a été élu président de l'Assemblée durant sa quinzième session ordinaire.

[*Séance du 10 septembre 1934 (matin).*]

b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée.*

Les premiers délégués du Royaume-Uni, de l'Italie, de la France, de l'Autriche, de l'Inde et de la Yougoslavie.

[*Séance du 10 septembre 1934 (après-midi).*]

c) *Présidents des Commissions, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée.*

Le comte RACZYŃSKI (Pologne), M. BENNETT (Canada), le comte CARTON DE WIART (Belgique), M. LEVILLIER (République Argentine), M. DE MADARIAGA (Espagne).

[*Séance du 10 septembre 1934 (après-midi).*]

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, M. LOZORAITIS (Lithuanie), président de la Commission de l'ordre du jour, a été nommé membre du Bureau.

[*Séance du 10 septembre 1934 (matin).*]

e) *Président de la Commission des pouvoirs.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, M. BADO (Uruguay) (ensuite M. SCHMIDT (Estonie)), président de la Commission des pouvoirs, a été nommé membre du Bureau.

[*Séance du 10 septembre 1934 (matin).*]

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé cinq¹ Commissions.

[Séance du 10 septembre 1934 (matin).]

Les diverses Commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée.

Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).

Manière dont sont accrédités les délégués à l'Assemblée : Amendement de l'article 5 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

Deuxième Commission (Organisations techniques).

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Questions économiques et financières.
4. Collaboration de la presse à l'organisation de la paix.

Quatrième Commission (Questions administratives et financières).

1. Questions financières.
2. Contributions arriérées.
3. Répartition des dépenses de la Société.

Cinquième Commission (Questions sociales et générales).

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Traite des femmes et des enfants.
3. Protection de l'enfance.
4. Questions pénales et pénitentiaires.
5. Assistance aux étrangers indigents.

Sixième Commission (Questions politiques, mandats, esclavage, etc.).

1. Admission de nouveaux Membres dans la Société des Nations.
2. Différend entre la Bolivie et le Paraguay.
3. Interdiction, dans le cadre du Pacte, de la fourniture d'armes et de matériel aux belligérants.
4. Protection des minorités.
5. Mandats.
6. Esclavage.
7. Travaux de l'Organisation de coopération intellectuelle.
8. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs.

¹ Etant donné que les divers organes constitués par la Conférence pour la réduction et la limitation des armements demeurent saisis de toutes les questions relatives à la réduction des armements qui, au cours des sessions antérieures, ont été soumises à la troisième Commission, l'Assemblée a de nouveau décidé de ne pas constituer de troisième Commission.

III. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

MANIÈRE DONT SONT ACCRÉDITÉS LES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE : AMENDEMENT DE L'ARTICLE 5 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide d'amender l'article 5 de son Règlement intérieur, qui sera désormais conçu comme suit :

« Article 5.

« 1. Chaque Membre communique au Secrétaire général, autant que possible une semaine avant l'ouverture de la session, le nom de ses représentants, dont le nombre ne doit pas excéder trois. Il peut y ajouter les noms des représentants suppléants.

« 2. Les pleins pouvoirs des représentants doivent être remis au Secrétaire général autant que possible une semaine avant l'ouverture de la session. Ils seront délivrés, soit par le chef de l'Etat, soit par le ministre des Affaires étrangères¹.

« 3. Une Commission de vérification des pouvoirs, composée de neuf membres, est élue par l'Assemblée sur la proposition de la Présidence. Elle fait immédiatement son rapport.

« 4. Tout représentant dont l'admission soulève de l'opposition siège provisoirement avec les mêmes droits que les autres représentants, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement. »

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

¹ Il va de soi que, pour les pays qui n'ont pas de ministre des Affaires étrangères, les pouvoirs pourront être délivrés par une autorité ayant des compétences similaires ou équivalentes.

IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du chapitre relatif aux travaux de l'Organisation d'hygiène dans le rapport sur l'œuvre accomplie par la Société des Nations depuis la quatorzième session de l'Assemblée (document A.6.1934) :

1. Constate avec satisfaction que l'Organisation d'hygiène a assuré la continuité de son œuvre essentielle, tout en adaptant son activité de façon à tenir compte des circonstances actuelles économiques et financières ;

2. Approuve les conclusions du rapporteur et prie le Conseil de transmettre à l'Organisation d'hygiène les suggestions d'ordre technique contenues dans son rapport (document A.39.1934.III).

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

L'Assemblée approuve le rapport (document A.31.1934.VIII) qui lui est présenté par la deuxième Commission sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit.

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

3. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

L'Assemblée invite le Conseil à prendre des dispositions pour que l'Organisation économique et financière de la Société des Nations procède à une enquête sur les causes, la portée, les méthodes et les résultats des accords de compensation et de « clearing ».

Elle demande que cette étude comprenne spécialement un examen des accords conclus et le fonctionnement des organismes institués pour assurer leur exécution, et mette en lumière les difficultés d'application rencontrées et les résultats acquis.

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

4. COLLABORATION DE LA PRESSE A L'ORGANISATION DE LA PAIX.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance des résultats de la deuxième Conférence des bureaux de presse gouvernementaux et de représentants de la presse, réunie à Madrid du 7 au 11 novembre 1933, à l'invitation du Gouvernement de la République espagnole ;

Constatant l'utile contribution apportée à l'étude du problème de la diffusion des nouvelles inexactes de nature à troubler le maintien de la paix et la bonne entente entre les peuples ;

Souhaitant l'aboutissement des études envisagées sur les moyens techniques et financiers de nature à réprimer la diffusion des fausses nouvelles et celui des études relatives à la rectification des fausses nouvelles paraissant dans la presse ;

Estimant désirable que toutes les fois que l'opportunité s'en fera sentir, un gouvernement veuille bien convoquer une Conférence de directeurs de bureaux de presse et de représentants de la presse dans les conditions prévues par la Conférence de Madrid :

Invite le Conseil à autoriser le Secrétaire général à faciliter, par les moyens dont il dispose, la préparation et l'organisation de la prochaine Conférence de bureaux de presse gouvernementaux et de représentants de la presse en prêtant le concours de ses services compétents pour le secrétariat de cette conférence, si ce concours est désiré par le gouvernement invitant, après consultation avec le comité d'organisation et avec les organisations de presse intéressées.

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

I. QUESTIONS FINANCIÈRES.

1. L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, adopte définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le quinzième exercice financier, clos le 31 décembre 1933.

2. L'Assemblée,

En vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations,

Adopte, pour l'exercice 1935, le budget de la Société des Nations s'élevant à la somme totale de 30.639.664 francs,

Et décide que le budget précité sera publié dans le *Journal Officiel*.

3. L'Assemblée :

Prend acte du rapport du Conseil d'administration de la Caisse des Pensions du personnel pour l'année 1934 (document A.10.1934) ;

Adopte les comptes de la Caisse, tels qu'ils ont été présentés par le Commissaire aux comptes ;

Et décide, vu le paragraphe a) de l'article 7 du Règlement de la Caisse des Pensions du personnel, de fixer la contribution de la Société des Nations à la Caisse des Pensions, pour l'année 1935, à 9% du montant des traitements, soumis à retenue, des membres de la Caisse.

4. L'Assemblée adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen (documents A.5., A.5(a) et A.61.1934.X)¹.

5. L'Assemblée nomme membres titulaires de la Commission de contrôle, pour la période se terminant le 31 décembre 1937, lord MESTON OF AGRA et M. C. J. HAMBRO.

6. L'Assemblée nomme membre suppléant du Conseil d'administration de la Caisse des Pensions du personnel, pour la période se terminant le 31 décembre 1936, M. Francis T. CREMINS.

7. L'Assemblée adopte le rapport de la quatrième Commission (document A.55.1934.X).

[Résolutions adoptées le 27 septembre 1934 (après-midi).]

¹ Ces conclusions ont trait aux comptes de l'exercice financier 1933 ; aux méthodes budgétaires de la Société des Nations, à la présentation du budget, aux contributions arriérées ; au budget de 1935 ; à l'affectation de l'excédent du budget de 1933 et au remboursement au Compte d'avances ; au remboursement aux Etats de leur quote-part du Compte d'avances ; aux bureaux de correspondance ; au recrutement et à l'avancement des membres de section ; à la réduction des échelles de traitement ; à la contribution à la Caisse d'assurance-maladie ; aux indemnités de déplacement accordées aux fonctionnaires ; à la répartition des excédents entre les Membres de la Société des Nations ; à la construction des nouveaux bâtiments et aux frais des bureaux des architectes ; à l'inscription dans la comptabilité de recettes après clôture de l'exercice auquel elles se rapportent ; à une proposition d'amendement de l'article 22 du Règlement financier ; à la présentation du budget et à des questions diverses.

2. CONTRIBUTIONS ARRIÉRÉES.

L'Assemblée :

Adopte le rapport de la quatrième Commission (document A.49.1934.X) sur la question des contributions arriérées, ainsi que l'annexe ;

Décide de nommer un comité spécial qui se réunirait, à intervalles, d'ici à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée, et qui aurait pleins pouvoirs, sous réserve de la ratification de la prochaine Assemblée, pour négocier et conclure avec les Etats des arrangements pour le règlement équitable du montant de leur dette au titre des arriérés restant dus à la fin de 1932. Ce comité spécial, qui est également chargé d'étudier les questions qui lui ont été renvoyées par la quatrième Commission, sera composé des membres ci-après :

Le comte CARTON DE WIART (Belgique) ;
Sir F. PHILLIPS (Royaume-Uni) ;
M. CASTILLO NAJERA (Mexique) ;
M. C. J. HAMBRO (Norvège) ;
M. Štefan OSUSKÝ (Tchécoslovaquie) ;

Décide que la République Argentine qui, antérieurement à l'année 1933, se trouvait dans une situation particulière à l'égard de la Société des Nations, ne sera plus considérée comme étant redevable d'arriérés pour les quatre années 1929 à 1932.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (après-midi).]

3. RÉPARTITION DES DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ.

I.

Vu qu'il est matériellement impossible de renvoyer la question des contributions de l'Afghanistan et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à la Commission de répartition des dépenses en vue d'un examen détaillé :

L'Assemblée décide de fixer la contribution de ces deux Etats pour l'année 1935 seulement — et sous réserve de toute décision qui pourrait être prise l'année prochaine — aux chiffres suivants :

Afghanistan	I unité
Union des Républiques soviétistes socialistes	79 unités.

II.

L'Assemblée décide que :

1^o Vingt unités seront utilisées pour l'année 1935 par la Commission de répartition aux fins de réduire la contribution des Etats qui, à son avis, ont le plus grand titre à un allègement ;

2^o En s'acquittant de cette tâche, la Commission de répartition des dépenses pourra se mettre en rapport avec le Comité spécial des contributions arriérées¹ en vue d'obtenir toutes informations supplémentaires désirables.

3^o Sous réserve de ce qui précède, le présent barème demeurera en vigueur pour l'année 1935.

¹ Voir N^o 2 ci-dessus.

III.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de la proposition du Royaume-Uni¹, présentée lors de la discussion du rapport de la Commission de répartition des dépenses (document A.9.1934.X), et des observations auxquelles cette proposition a donné lieu,

Prie les gouvernements des Etats membres de bien vouloir étudier la question,

Et décide que cette proposition, ainsi que toutes propositions émanant des gouvernements relatives au mode de contribution des Membres de la Société et communiquées en temps utile seront inscrites à l'ordre du jour de la seizième Assemblée.

IV.

L'Assemblée décide que la Commission de répartition des dépenses, d'accord avec le Comité spécial des contributions arriérées², examinera immédiatement la demande formulée par le représentant de la Chine à la quatrième Commission de l'Assemblée et soumettra des propositions concrètes sur cette question à la seizième Assemblée.

[Résolutions adoptées le 27 septembre 1934 (après-midi).]

¹ La proposition du Royaume-Uni est la suivante :

« Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni propose, pour les raisons développées en détail par le délégué du Royaume-Uni, comme mesure permettant de faire face aux difficultés actuelles de la Société des Nations, que l'on attribue aux quatre Etats ayant des sièges permanents au Conseil un nombre fixe d'unités (105).

« Ce gouvernement a calculé qu'un excédent d'environ 37 unités résulterait de l'application de cette proposition. Il a donc suggéré que cet excédent soit utilisé pour atténuer le fardeau des Etats ne disposant pas d'un siège permanent au Conseil, particulièrement de ceux qui souffrent le plus de la dépression économique actuelle. »

² Voir page 12.

VI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

I. TRAFIC DE L'OPIMUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

I.

L'Assemblée,

Convaincue que seuls des services de police spécialisés peuvent permettre aux gouvernements de découvrir et fermer les fabriques clandestines de stupéfiants et de combattre efficacement le trafic illicite ;

Constatant le manque de données sur le nombre et la composition du personnel affecté à un tel objet dans les différents pays ;

Demande que la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles prenne des mesures destinées à obtenir les renseignements nécessaires, en inscrivant cette question à l'ordre du jour de sa prochaine session.

II.

L'Assemblée,

Se référant au projet de Convention internationale pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, transmis aux gouvernements en vue d'une seconde consultation le 16 juillet 1934 (C.L.120.1934.XI), en application de la procédure prévue par la résolution de l'Assemblée du 25 septembre 1931 pour la conclusion de toutes les conventions générales à négocier sous les auspices de la Société des Nations ;

Considérant que, conformément à cette résolution, le résultat de cette deuxième consultation, qui est encore en cours, doit normalement être communiqué à l'Assemblée, qui décidera s'il y a lieu de conclure une convention et, dans ce cas, si le projet doit être soumis à une conférence dont elle priera le Conseil de fixer la date ;

Considérant, d'autre part, que la résolution susmentionnée du 25 septembre 1931 prévoit expressément pour l'Assemblée et le Conseil la faculté d'adopter des méthodes mieux appropriées en raison de circonstances spéciales ;

Vu la nécessité de faciliter l'adoption d'un projet dont l'urgence et l'importance ont été soulignées par la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, ainsi que par le Conseil et l'Assemblée, et de ne pas différer jusqu'à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée la décision envisagée ci-dessus ;

Charge le Conseil, pour les raisons susmentionnées, de décider, en tenant compte du résultat de la deuxième consultation, s'il y a lieu de conclure une convention, et, dans ce cas, si le projet doit être soumis à une conférence dont le Conseil fixera la date.

III.

L'Assemblée prend acte du rapport (document A.51.1934.XI) soumis par la cinquième Commission et en approuve les résolutions et les conclusions.

[Résolutions adoptées le 27 septembre 1934 (matin).]

2. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

1. L'Assemblée exprime l'avis que le rapport de la Commission d'enquête en Orient (document C.849.M.393.1932.IV.) devrait être examiné par une conférence des autorités qui sont responsables, dans les pays orientaux, des mesures prises pour réprimer la traite des femmes, en vue d'assurer entre ces autorités une coopération plus étroite et un échange plus large de renseignements ; les gouvernements intéressés devront être consultés par le Secrétaire général, qui sera chargé de leur demander s'ils sont disposés à participer à une telle conférence, qui se tiendrait en Orient sous les auspices de la Société des Nations.

2. L'Assemblée, ayant examiné les déclarations faites par la Commission d'enquête en Orient au sujet des femmes russes réfugiées en Chine qui deviennent les victimes de la traite, décide de charger le Secrétaire général de recueillir, auprès de sources officielles et non officielles, des renseignements complémentaires et de transmettre les conclusions de ces enquêtes au Comité de la traite des femmes et des enfants.

3. L'Assemblée, ayant pris note des résolutions adoptées par le Comité de la traite des femmes et des enfants (document C.149.M.62.1934.IV.) au sujet de l'abolition des maisons de tolérance, décide de communiquer lesdites résolutions à tous les Etats membres de la Société et aux Etats non membres en les invitant à bien vouloir tenir le plus grand compte de ces résolutions au point de vue de la solution du problème de la prostitution.

4. L'Assemblée constate que le Comité de la traite des femmes et des enfants a décidé d'examiner, lors de sa prochaine session, la question de la préparation d'une convention internationale visant les sanctions à infliger aux souteneurs.

5. L'Assemblée, reconnaissant que, pour réprimer d'une manière effective la traite des femmes, il importe que le plus grand nombre possible d'Etats deviennent parties à la Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes majeures, conclue à Genève le 11 octobre 1933, charge le Secrétaire général d'inviter les Etats qui ont signé la Convention à ratifier leur signature aussitôt que possible, et d'attirer l'attention des Etats qui n'ont pas signé la Convention sur l'importance d'une prompte adhésion à cette Convention.

[Résolutions adoptées le 26 septembre 1934 (après-midi).]

3. PROTECTION DE L'ENFANCE.

I.

L'Assemblée déclare nécessaire que la Société des Nations organise méthodiquement la collation des renseignements relatifs à la protection de l'enfance, de manière à constituer un centre d'information et de diffusion. Lors de la création du Comité, on avait reconnu que c'était là une de ses principales tâches, et c'est seulement le manque de personnel qui l'avait empêché de l'accomplir intégralement. En application du plan général recommandé par le Comité de la protection de l'enfance (document C.149.M.62.1934.IV.) et approuvé par l'Assemblée, la bibliothèque du Secrétariat devra réunir et tenir à jour des renseignements aussi complets que possible, notamment :

a) Sur la législation actuelle et en voie de préparation des divers pays et sur son application ;

- b) Sur les travaux accomplis par les institutions et organisations tant officielles que non officielles ;
- c) Sur les activités des organismes internationaux ;
- d) Sur la bibliographie.

Il y a lieu à cet effet :

- a) D'entrer en relation avec les gouvernements ;
- b) De réunir tous renseignements sur l'activité déployée dans ce domaine par les institutions et les œuvres de caractère officiel et d'initiative privée, selon les règles et règlements du Secrétariat et selon la procédure établie en accord avec les gouvernements intéressés ;
- c) De se tenir au courant des travaux des organismes internationaux ;
- d) De pouvoir disposer des informations d'ordre bibliographique relatives aux questions de la protection de l'enfance.

A cette fin, le Secrétariat demeurera en rapport étroit avec le Bureau international du Travail et les autres organes de la Société des Nations, ainsi qu'avec les différents centres de documentation. Les informations seront mises à la disposition des personnes de tous pays s'occupant de recherches ou d'études en matière de protection de l'enfance.

Les renseignements devront être recueillis et utilisés conformément au règlement en vigueur pour l'organisation de la bibliothèque de la Société des Nations et aux plans que pourra adopter de temps à autre le Comité de la protection de l'enfance. Les travaux ne porteront que sur des questions de protection de l'enfance dont l'étude aura été approuvée par le Comité.

Pour permettre au Secrétariat de remplir le rôle de centre d'information tel qu'il a été exposé, il sera nécessaire de renforcer le personnel de la Section des questions sociales. Le travail devra être assuré par un fonctionnaire d'un rang qui ne sera pas inférieur à celui de membre de section, qui possèdera une formation et une compétence particulières en matière de protection de l'enfance, ces conditions devant seules permettre d'accomplir le service d'information désiré par l'Assemblée.

Il y aura lieu également de compter sur quelques autres dépenses accessoires.

II.

L'Assemblée approuve le rapport qui lui est présenté par la cinquième Commission (document A.52.1934.IV) sur la question de la protection de l'enfance.

[Résolutions adoptées le 27 septembre 1934 (matin).]

4. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance de la résolution adoptée par la Commission internationale pénale et pénitentiaire en août 1934 sur l'Ensemble de règles révisé pour le traitement des prisonniers ;

Considérant que cet Ensemble de règles (document A.45.1934.IV, annexe) constitue un minimum au-dessous duquel le régime pénitentiaire d'aucun Etat ne devrait tomber ;

Considérant qu'il serait hautement désirable que des efforts fussent déployés pour améliorer le traitement des prisonniers en dépassant ce minimum, ainsi que cela a été fait dans plusieurs pays :

1^o Recommande aux gouvernements de prendre en considération l'Ensemble de règles élaboré par la Commission internationale pénale et pénitentiaire comme minimum pour le traitement de tout individu privé de sa liberté ;

2^o Prie les gouvernements d'envisager la possibilité d'adapter à cet Ensemble de règles leur régime pénitentiaire pour autant que celui-ci se trouve au-dessous du minimum prévu par lesdites règles ;

3^o Estime que les gouvernements dans lesquels la situation économique ou financière constitue un empêchement provisoire pour se conformer à ce minimum devraient s'efforcer de l'atteindre dès que les circonstances le permettront et dans un délai aussi bref que possible ;

4^o Charge le Secrétaire général :

a) De demander aux gouvernements de communiquer, si possible annuellement, et, le cas échéant, avec le concours d'associations qualifiées, les expériences acquises et toutes autres observations ayant trait soit à l'application de l'Ensemble de règles, soit aux réformes qu'ils ont réalisées d'une manière générale dans le domaine pénitentiaire ;

b) De présenter à l'Assemblée un rapport sur ces questions et de communiquer les informations reçues des gouvernements à la Commission internationale pénale et pénitentiaire.

[Résolutions adoptées le 26 septembre 1934 (après-midi).]

5. ASSISTANCE AUX ÉTRANGERS INDIGENTS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance avec un grand intérêt des travaux accomplis par le Comité d'experts pour l'assistance aux étrangers indigents et l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires lors de sa première session, en décembre 1933 (document C.10.M.8.1934.IV.) ;

Ayant noté les réponses parvenues de vingt des soixante-dix gouvernements auxquels les propositions du Comité d'experts ont été soumises ;

Estimant que le nombre restreint des réponses reçues jusqu'à ce jour ne permet pas de prendre des décisions de fond quant au projet de convention et aux quatorze recommandations élaborées par le Comité d'experts :

Exprime l'espoir que les gouvernements qui se sont prononcés en faveur des quatorze recommandations voudront les appliquer dans le plus bref délai, et

Charge le Secrétaire général de prier les gouvernements qui n'ont pas encore envoyé leurs observations à ce sujet de les faire parvenir au Secrétariat de la Société des Nations le plus vite possible et de soumettre les observations des gouvernements pour étude au Comité d'experts, lors de sa prochaine session.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (matin).]

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION.

I. ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

A. Admission de l'Union des Républiques soviétistes socialistes : Désignation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes comme Membre permanent du Conseil.

I. L'Assemblée décide d'admettre l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans la Société des Nations.

II. L'Assemblée approuve la proposition formulée par le Conseil, dans sa résolution du 15 septembre 1934, concernant la désignation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes comme Membre permanent du Conseil.

[Séance du 18 septembre 1934 (après-midi).]

B. Admission de l'Afghanistan.

L'Assemblée décide d'admettre l'Afghanistan dans la Société des Nations.

[Séance du 27 septembre 1934 (matin).]

2. DIFFÉREND ENTRE LA BOLIVIE ET LE PARAGUAY.

I. L'Assemblée,

Vu la demande formulée le 31 mai 1934 par le Gouvernement bolivien, tendant à appliquer au différend la procédure prévue par l'article 15 du Pacte de la Société des Nations ;

Vu la demande formulée le 9 juin 1934 par le Gouvernement bolivien, tendant à saisir l'Assemblée du différend en conformité de l'article 15, alinéa 9, du Pacte, et la décision du Conseil du 7 septembre 1934 ;

Vu l'avis de sa première Commission, daté du 22 septembre 1934 (document A.VI/12.1934), sur la question de l'application intégrale de l'article 15 du Pacte, soulevée par le délégué du Paraguay ;

Déclare qu'elle se trouve saisie du différend entre la Bolivie et le Paraguay et qu'elle a l'obligation d'appliquer la procédure prévue à l'article 15 du Pacte.

II. L'Assemblée,

Considérant que les hostilités se poursuivent dans le Chaco depuis plus de deux ans et que tous les efforts tentés pour obtenir la cessation des hostilités et le règlement pacifique du différend se sont jusqu'à présent révélés inefficaces ;

Considérant, notamment, que la tentative faite dans l'intérêt de la paix, avant la réunion de l'Assemblée, par le Gouvernement de la République Argentine, avec l'appui des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil, permet de se rendre compte des difficultés qui empêchent encore un règlement par voie de conciliation :

Estime que, tout en s'efforçant d'assurer le règlement du différend par la procédure de conciliation, prévue à l'alinéa 3 de l'article 15 du Pacte, elle doit prendre immédiate-

ment des mesures pour préparer le rapport prévu à l'alinéa 4 du même article, étant entendu que la procédure de conciliation reste ouverte jusqu'à l'adoption dudit rapport.

III. L'Assemblée décide la constitution d'un Comité comprenant :

- a) Les Membres du Conseil ;
- b) Les Membres de la Société qui, ne siégeant pas actuellement au Conseil, ont participé aux efforts tentés antérieurement en Amérique, notamment dans le Comité des Neutres de Washington, ou en tant qu'Etats limitrophes des parties en cause. Ces Membres de la Société sont la Colombie, Cuba, le Pérou et l'Uruguay ;
- c) Quatre autres Membres, à désigner par l'Assemblée.

Le Comité se constituera sans délai. Il réglera lui-même sa propre procédure afin de remplir son mandat de la manière la plus efficace et la plus rapide. Il pourra rechercher tous les concours qu'il estimerait nécessaires.

Dans le cas où il réussirait à assurer le règlement du différend par application de l'alinéa 3 de l'article 15 du Pacte, le Comité publiera, au nom de l'Assemblée, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes du règlement.

Si le différend ne peut être réglé, le Comité présentera à l'Assemblée le projet du rapport prévu à l'alinéa 4 de l'article 15 du Pacte, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qui seraient recommandées concernant la cessation des hostilités et le règlement du différend, ainsi que les conséquences qui pourraient résulter de ces solutions pour l'application de l'interdiction de la fourniture d'armes et de matériel de guerre, à laquelle de nombreux gouvernements se sont associés, dans certains cas « sous réserve de toute recommandation ultérieure du Conseil ou de l'Assemblée ».

Conformément à l'article premier, paragraphe 2, de son Règlement intérieur, l'Assemblée se réunira en session extraordinaire à la requête du Comité constitué en vertu de la présente résolution.

* * *

La sixième Commission recommande à l'Assemblée de désigner comme Membres du Comité : la Chine, l'Etat libre d'Irlande, la Suède et le Venezuela.

[Résolutions adoptées le 27 septembre 1934 (après-midi).]

3. INTERDICTION, DANS LE CADRE DU PACTE, DE LA FOURNITURE D'ARMES ET DE MATÉRIEL DE GUERRE AUX BELLIGÉRANTS.

L'Assemblée décide de prier le Conseil de désigner un Comité qui sera chargé d'étudier, du point de vue du droit pur et, en particulier, du point de vue de l'interprétation du Pacte, la question d'une interdiction de fourniture d'armes et de matériel de guerre aux parties belligérantes, dans le cadre du Pacte de la Société des Nations ; ce Comité soumettra ses conclusions au Conseil et à l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (matin).]

4. PROTECTION DES MINORITÉS.

L'Assemblée prend acte du rapport de la sixième Commission (document A.57.1934.I).

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (matin).]

5. MANDATS.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de l'activité des Puissances mandataires, de la Commission permanente des mandats et du Conseil, en ce qui concerne l'exécution de l'article 22 du Pacte,

Exprime à nouveau sa confiance à leur égard et souhaite qu'ils poursuivent, dans le même esprit d'étroite coopération, l'œuvre de progrès que constitue l'institution des mandats.

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

6. ESCLAVAGE.

L'Assemblée :

Prend acte du règlement intérieur¹ établi par la Commission consultative d'experts en matière d'esclavage, et approuvé par le Conseil le 19 janvier 1934 ;

Renouvelle l'appel qu'elle a adressé aux gouvernements des Etats membres de la Société des Nations et des Etats non membres parties à la Convention de 1926 relative à l'esclavage, pour qu'ils transmettent sans retard à la Société des Nations les renseignements relatifs à l'esclavage sous toutes ses formes dans leur propre pays ou dans d'autres parties du monde, afin que la Commission consultative puisse se réunir au début de 1935 ;

Autorise le Secrétaire général, chaque année, le cas échéant, à inviter les gouvernements à fournir de nouveaux renseignements sur l'esclavage, dans les limites des dispositions de la résolution de l'Assemblée de 1932 ; cette mesure sera prise d'accord avec le président de la Commission consultative ;

Charge le Secrétaire général de porter la présente résolution à la connaissance des gouvernements des Etats membres de la Société et des Etats non membres parties à la Convention de 1926 relative à l'esclavage.

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

7. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

1^o L'Assemblée :

Approuve le programme de travail de l'Organisation de coopération intellectuelle pour l'année 1934-35 tel qu'il résulte des résolutions de la Commission internationale et du rapport général du Directeur de l'Institut (document C.339.M.156.1934.XII).

Elle se plaît à reconnaître que l'œuvre accomplie au cours de l'exercice écoulé par l'ensemble des institutions qui composent l'Organisation de coopération intellectuelle répond entièrement aux intentions de la dernière Assemblée et aux intérêts supérieurs de la Société des Nations et de la culture humaine en général.

Elle constate avec satisfaction que les moyens mis à disposition par la Société des Nations ont pu être maintenus en dépit des circonstances difficiles ; elle estime cependant qu'il est impossible de répondre aux multiples sollicitations de l'heure et de donner à l'œuvre tout entière le plein épanouissement que son développement continu permet d'escompter, sans une compréhension plus large — tant de la part de la Société dans son ensemble que des divers Etats qui la composent — des besoins matériels de l'Organisation. En adressant ses remerciements réitérés aux Etats qui manifestent déjà à l'Institut de Coopération intellectuelle leur intérêt par le versement d'une contribution, elle formule l'espoir que leur nombre augmente encore à l'avenir.

¹ Voir *Journal Officiel*, février 1934, pages 222 à 225.

2° Désarmement moral.

L'Assemblée prend acte de l'œuvre accomplie par le Comité du désarmement moral de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements. Sans préjuger de la suite des travaux entrepris par le Comité, elle exprime l'espoir que les textes élaborés par la Commission internationale de coopération intellectuelle seront recommandés au moment opportun à l'attention des Etats.

3° Commissions nationales.

L'Assemblée prie le Secrétaire général de la Société des Nations d'attirer de nouveau l'attention des gouvernements sur l'importance de la mission confiée aux Commissions nationales ; il importe, en effet, que les Etats fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre les Commissions en mesure de remplir normalement leur tâche.

4° Tables annuelles de constantes.

L'Assemblée reconnaît l'importance considérable que revêt pour la science en général la publication des Tables annuelles de constantes et données numériques, ainsi que l'intérêt que présente la proposition de l'Union internationale de chimie tendant à provoquer, sous les auspices du Gouvernement français, une conférence destinée à prendre en considération la situation actuelle de cette publication.

5° L'Assemblée adresse ses remerciements les plus chaleureux à l'Espagne, à la France et à l'Italie pour les services que ces pays ont rendus à la coopération intellectuelle en facilitant la convocation de conférences importantes telles que la septième Conférence des hautes études internationales, tenue à Paris, l'« Entretien » de Venise, en juillet 1934, et la Conférence générale de muséographie prévue à Madrid pour octobre prochain.

6° L'Assemblée appelle l'attention des gouvernements sur l'intérêt qui s'attache à un prompt et favorable examen des deux projets de convention élaborés par l'Organisation de coopération intellectuelle et actuellement soumis à l'appréciation des Etats ; l'un de ces accords concerne la protection légale des patrimoines artistiques nationaux ; l'autre, la radiodiffusion et les relations internationales. L'Assemblée prie l'Institut de Coopération intellectuelle de réunir de nouveau, dès que le nombre des réponses sera suffisant, les Comités d'experts, auteurs des premiers projets. Ces comités amèneront les textes primitifs à la lumière des réponses reçues des Etats. Les projets ainsi modifiés seront communiqués aux gouvernements et présentés au Conseil de la Société des Nations, qui décidera s'ils doivent faire l'objet de conférences spéciales, ou s'ils peuvent être discutés et signés à l'occasion de la prochaine Assemblée ordinaire.

7° Droits intellectuels.

L'Assemblée,

Après avoir entendu les renseignements qui lui ont été fournis concernant les progrès récemment réalisés dans la voie du rapprochement des Conventions sur le droit d'auteur de Berne et de La Havane,

Constata avec satisfaction qu'à la suite de la Conférence panaméricaine de Montevideo, un Comité américain a été constitué pour préparer un projet de texte susceptible de coordonner les principes fondamentaux des deux conventions.

Etant donné l'intérêt que l'Assemblée a manifesté à l'égard de ce problème dès septembre 1928,

Elle demande que l'Organisation de coopération intellectuelle, de son côté, étudie, avant la Conférence de revision de Bruxelles, les termes d'un avant-projet tendant à fusionner lesdites Conventions.

8° *Origines de la civilisation américaine.*

L'Assemblée :

Approuve la suggestion très intéressante de M. Levillier, délégué de la République Argentine, que l'Institut de Coopération intellectuelle de la Société des Nations publie, par collaboration scientifique internationale, une collection d'ouvrages originaux sur les cultures indigènes de l'Amérique et une collection similaire sur les grandes découvertes et l'histoire de l'Amérique au XVI^e siècle ;

Prie le Directeur de l'Institut de Coopération intellectuelle de soumettre cette suggestion, après avoir pris l'avis du Comité de publications de la collection ibéro-américaine, à la prochaine session du Comité exécutif de l'Organisation de coopération intellectuelle, en vue de constituer, conformément à la proposition du délégué argentin, un comité restreint d'américanistes qui serait chargé d'établir le plan scientifique et financier du travail à effectuer. Ce plan serait soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée ordinaire.

9° *Enseignement de la Société des Nations.*

L'Assemblée se félicite de l'impulsion donnée par le nouveau Comité consultatif pour l'enseignement de la Société des Nations aux efforts en vue de faire connaître aux jeunes générations les buts et l'œuvre de la Société des Nations, et approuve la méthode recommandée qui tend à intégrer cet enseignement dans un ensemble de mesures destinées à éveiller l'esprit international et à favoriser la connaissance mutuelle des cultures.

10° *Cinématographe éducatif.*

L'Assemblée :

Se réjouit de l'œuvre considérable accomplie par l'Institut international du Cinématographe éducatif au cours de l'exercice écoulé, notamment, de la convocation du Congrès international du Cinématographe d'éducation et d'enseignement tenu à Rome au mois d'avril 1934 ;

Elle se plaît à voir dans les résultats de ce Congrès, non seulement l'aboutissement de travaux antérieurs poursuivis avec méthode parmi les éducateurs et les producteurs de films, mais aussi le point de départ de toute une activité nouvelle ;

Elle tient à souligner que le Congrès de Rome a eu entre autres pour effet d'affirmer le rôle toujours plus grand que joue l'Institut international du Cinématographe éducatif dans le domaine technique ;

Elle prend acte des nombreuses signatures recueillies par la Convention pour faciliter la circulation internationale des films éducatifs et exprime le vœu que le nombre requis de ratifications permette la prochaine entrée en vigueur de cet acte international.

[Résolutions adoptées le 26 septembre 1934 (après-midi).]

8. RÉFUGIÉS RUSSES, ARMÉNIENS, ASSYRIENS, ASSYRO-CHALDÉENS ET TURCS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport de l'Office international Nansen pour les réfugiés sur son activité au cours de l'année dernière (document A.12.1934) :

Exprime sa haute appréciation pour les résultats importants obtenus par l'Office pour les réfugiés et pour les pays qui leur offrent l'hospitalité, malgré la crise économique et les fonds modestes à sa disposition ;

Constatant que la Convention pour les réfugiés du 28 octobre 1933 reconnaît aux réfugiés un statut international qui prévoit, entre autres, que les mesures prises envers les étrangers ne doivent pas être appliquées sans tempérament aux réfugiés en raison de leur situation particulière :

Prie instamment les gouvernements, en vue d'accélérer la liquidation du problème des réfugiés, d'adhérer aussitôt que possible à cette convention ;

Considérant l'avis exprimé par les organisations responsables des réfugiés arméniens que l'établissement des réfugiés arméniens dans la République d'Erivan offre une des meilleures solutions du problème des réfugiés arméniens :

Prie l'Office international Nansen de poursuivre ses négociations à cet effet ;

Prend note avec anxiété de la pratique de plus en plus fréquente de certains gouvernements d'expulser, même pour des délits minimes, des réfugiés de leur territoire, et des conséquences sérieuses qui en résultent pour les Etats voisins ;

Invite les gouvernements à ne pas expulser les réfugiés de leur territoire avant qu'ils n'aient obtenu des visas d'entrée pour un pays limitrophe ;

Reconnaissant la difficulté croissante d'obtenir des emplois pour les réfugiés dans les pays européens et de conserver aux réfugiés placés leur situation :

Prie l'Office de poursuivre et de développer ses efforts afin d'assurer l'établissement des réfugiés dans les pays d'outre-mer ; et

Prie instamment les gouvernements de ces contrées de communiquer à l'Office toutes les occasions ou possibilités d'établissement existant sur leur territoire ;

Reconnaissant la difficulté que les gouvernements éprouvent pour continuer à supporter les charges directes et indirectes qui leur sont imposées par la présence sur leur territoire d'un grand nombre de réfugiés chômeurs :

Recommande aux gouvernements de ces pays d'examiner les avantages qu'il y aurait à capitaliser ces charges en mettant à la disposition de l'Office des crédits lui permettant d'établir les réfugiés sans travail dans des pays disposés à les recevoir ;

Prend note que l'Office pourrait étendre son activité à un nombre plus considérable de réfugiés si des fonds suffisants étaient disponibles ;

Prie instamment les gouvernements d'augmenter les revenus de l'Office par l'application générale du système du timbre Nansen ; et

Invite le Conseil à prendre les mesures nécessaires pour que le Secrétaire général soit informé de la suite que les gouvernements intéressés seraient à même de donner aux recommandations ci-dessus.

[Résolutions adoptées le 26 septembre 1934 (après-midi).]

VIII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

I. COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE.

L'Assemblée,

Après avoir consulté son Bureau sur la procédure à suivre concernant la question figurant à l'ordre du jour de la session sous le n° 8 (Commission d'étude pour l'Union européenne),

Constate que les circonstances n'ont pas permis à cette Commission de se réunir depuis la dernière session ;

Décide, dans ces conditions, de renouveler, pour l'exercice prochain, le mandat de la Commission d'étude pour l'Union européenne et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 26 septembre 1934 (après-midi).]

2. COMMISSIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur les Commissions de la Société établi à la suite de la décision du Conseil du 17 janvier 1934 (document C.287.M.125.1934) ;

Considérant que ce rapport constitue une base utile pour rechercher s'il y a lieu d'apporter des corrections, adaptations, perfectionnements à la constitution et au fonctionnement des Commissions :

Prie le Conseil de faire étudier par un organe approprié le rapport du Secrétaire général, afin que l'Assemblée, à sa prochaine session, puisse être saisie s'il y a lieu de propositions tendant à la réalisation des buts énumérés ci-dessus.

En vue de faciliter cet examen, les Membres de la Société pourraient être invités à communiquer au Secrétaire général les suggestions qu'ils auraient à formuler.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (matin).]

3. NATIONALITÉ DE LA FEMME.

L'Assemblée prend acte d'une proposition de plusieurs délégations sur la question de la nationalité de la femme (document A.48.1934.V) et décide d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 25 septembre 1934 (après-midi).]

4. STATUT DE LA FEMME.

L'Assemblée prend acte d'une proposition de plusieurs délégations sur la question du statut de la femme (document C.440.M.190.1934.V) et décide de charger le Secrétaire général de donner aux divers points touchés dans cette proposition la suite qu'ils comportent.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (après-midi).]

5. CONFÉRENCE POUR LA RÉDUCTION ET LA LIMITATION DES ARMEMENTS.

L'Assemblée prend acte d'un projet de résolution présenté par la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes (document A.59.1934.IX)¹.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (matin).]

6. RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET L'UNION PANAMÉRICAINNE.

L'Assemblée prend acte du projet de résolution présenté par la délégation colombienne concernant les relations entre la Société des Nations et l'Union panaméricaine (document C.434.M.189.1934), et décide d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 27 septembre 1934 (après-midi).]

IX. ELECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL.

L'Assemblée désigne le CHILI, l'ESPAGNE et la TURQUIE comme Membres non permanents du Conseil.

[Séance du 17 septembre 1934 (après-midi).]

¹ Le texte du projet de résolution est conçu comme suit :

« La quinzième Assemblée de la Société des Nations exprime le vœu que le Conseil de la Société des Nations soit saisi d'un rapport du Président de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements concernant l'état des travaux de cette Conférence et se prononce sur la procédure à suivre. »

LEAGUE OF NATIONS

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Fifteenth Ordinary Session,

September 10th to 27th, 1934.

CONTENTS.

Resolutions adopted by the Assembly during its Fifteenth Ordinary Session (September 10th to 27th, 1934).

	Page
I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS :	
1. Verification of Credentials	5
2. Appointment of an Agenda Committee	5
3. Appointment of the General Committee	6
II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK	7
III. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE FIRST COMMITTEE :	
Manner of accrediting Delegates to the Assembly : Amendment of Rule 5 of the Rules of Procedure of the Assembly	8
IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE :	
1. Work of the Health Organisation	9
2. Work of the Communications and Transit Organisation	9
3. Economic and Financial Questions	9
4. Collaboration of the Press in the Organisation of Peace	9
V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE :	
1. Financial Questions	11
2. Contributions in Arrears	12
3. Allocation of the Expenses of the League	12
VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE :	
1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs	14
2. Traffic in Women and Children	15
3. Child Welfare	15
4. Penal and Penitentiary Questions	16
5. Assistance to Indigent Foreigners	17

	Page
VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE :	
I. Admission of New Members to the League of Nations :	
A. Admission of the Union of Soviet Socialist Republics :	
Nomination of the Union of Soviet Socialist Republics as a Permanent Member of the Council	18
B. Admission of Afghanistan	18
2. Dispute between Bolivia and Paraguay	18
3. Prohibition, under the Provisions of the Covenant, of the Supply of Arms and War Material to Belligerents	19
4. Protection of Minorities	19
5. Mandates	20
6. Slavery	20
7. Work of the Intellectual Co-operation Organisation	20
8. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees	23
 VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY :	
1. Commission of Enquiry for European Union	24
2. Committees of the League of Nations	24
3. Nationality of Women	24
4. Status of Women	24
5. Conference for the Reduction and Limitation of Armaments	25
6. Relations between the League of Nations and the Pan-American Union	25
 IX. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL	25

RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

During its Fifteenth Ordinary Session, September 10th to 27th, 1934.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS.

Upon reports submitted by the Committee on Credentials, appointed by the Assembly on September 10th, 1934, the credentials of the representatives of the Members of the League were found in good and proper form.

The Committee was constituted as follows :

His Excellency Dr. Augusto César BADO (Uruguay), *Chairman*;¹
Mr. H. T. ANDREWS (Union of South Africa) ;
His Excellency Count CARTON DE WIART (Belgium) ;
M. N. ANTONOFF (Bulgaria) ;
His Excellency M. Wunsz KING (China) ;
His Excellency M. A. SCHMIDT (Estonia) ;
His Excellency M. Ladislas DE TAHY (Hungary) ;
His Excellency Dr. Enrique JIMÉNEZ (Mexico).

[*Meetings of September 10th (morning), 12th (afternoon), 18th (afternoon) and 27th (morning), 1934.*]

2. APPOINTMENT OF AN AGENDA COMMITTEE.

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows :

M. S. LOZORAITIS (Lithuania), *Chairman* ;
Mr. W. E. BECKETT (United Kingdom) ;
M. C. MAYARD (Haiti) ;
M. KÜNzl-JIZERSKÝ (Czechoslovakia) ;
Mr. J. HEARNE (Irish Free State) ;
Count PIOLA CASELLI (Italy) ;
M. C. GORGÉ (Switzerland).

[*Meeting of September 10th, 1934 (morning).*]

¹ After the departure of M. Bado from Geneva, M. Schmidt (Estonia) was appointed to replace him as Chairman of the Committee.

3. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Assembly for its Fifteenth Ordinary Session was constituted as follows :

- (a) The President of the Assembly ;
- (b) The six Vice-Presidents elected by the Assembly ;
- (c) The Chairmen of the five Committees of the Assembly (*ex-officio* Vice-Presidents of the Assembly) ;
- (d) The Chairman of the Agenda Committee ;
- (e) The Chairman of the Credentials Committee.

(a) *President.*

His Excellency M. R. J. SANDLER (Sweden) was elected President of the Assembly for its Fifteenth Ordinary Session.

[*Meeting of September 10th, 1934 (morning).*]

(b) *Vice-Presidents elected by the Assembly.*

The first delegates of the United Kingdom, Italy, France, Austria, India and Yugoslavia.

[*Meeting of September 10th, 1934 (afternoon).*]

(c) *Chairmen of the Committees and ex-officio Vice-Presidents of the Assembly.*

Count RACZYŃSKI (Poland), Mr. BENNETT (Canada), Count CARTON DE WIART (Belgium), M. LEVILLIER (Argentine Republic), M. DE MADARIAGA (Spain).

[*Meeting of September 10th, 1934 (afternoon).*]

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its first meeting, M. LOZORAITIS (Lithuania), Chairman of the Agenda Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 10th, 1934 (morning).*]

(e) *Chairman of the Credentials Committee.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its first meeting, M. BADO (Uruguay) (later M. SCHMIDT (Estonia)), Chairman of the Credentials Committee, was appointed a member of the General Committee.

[*Meeting of September 10th, 1934 (morning).*]

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.

The Assembly appointed five¹ Committees.

[Meeting of September 10th, 1934 (morning).]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report :

First Committee (Constitutional and Legal Questions).

Manner of accrediting Delegates to the Assembly : Amendment of Rule 5 of the Rules of Procedure of the Assembly.

Second Committee (Technical Organisations).

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Communications and Transit Organisation.
3. Economic and Financial Questions.
4. Collaboration of the Press in the Organisation of Peace.

Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).

1. Financial Questions.
2. Contributions in Arrears.
3. Allocation of the Expenses of the League.

Fifth Committee (Social and General Questions).

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Traffic in Women and Children.
3. Child Welfare.
4. Penal and Penitentiary Questions.
5. Assistance to Indigent Foreigners.

Sixth Committee (Political Questions, Mandates, Slavery, etc.).

1. Admission of New Members to the League of Nations.
2. Dispute between Bolivia and Paraguay.
3. Prohibition, under the Provisions of the Covenant, of the Supply of Arms and War Material to Belligerents.
4. Protection of Minorities.
5. Mandates.
6. Slavery.
7. Work of the Intellectual Co-operation Organisation.
8. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees.

¹ Since all questions relating to the reduction of armaments, which, at previous sessions, had been discussed by the Third Committee, are still before the various organs set up by the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments, the Assembly again decided not to appoint a Third Committee.

III. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE FIRST COMMITTEE.

MANNER OF ACCREDITING DELEGATES TO THE ASSEMBLY: AMENDMENT OF RULE 5 OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

The Assembly decides to amend Rule 5 of its Rules of Procedure to read as follows :

“ Rule 5.

“ 1. Each Member shall communicate to the Secretary-General, if possible one week before the date fixed for the opening of the session, the names of its representatives; of whom there shall be not more than three. The names of substitute representatives may be added.

“ 2. The full powers of the representatives shall be delivered to the Secretary-General, if possible, one week before the date fixed for the opening of the session. They shall be issued either by the Head of the State or by the Minister for Foreign Affairs.¹

“ 3. A Committee of nine members for the examination of the full powers shall be elected by the Assembly on the proposal of the President. The Committee shall report without delay.

“ 4. Any representative to whose admission objection has been made shall sit provisionally with the same rights as other representatives, unless the Assembly decides otherwise.”

[Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

¹ It is obvious that, in the case of countries which do not possess a Minister for Foreign Affairs, the full powers may be issued by an authority possessing similar or equivalent powers.

IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE.

I. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

The Assembly,

Having considered the chapter on the work of the Health Organisation in the report on the work accomplished by the League of Nations since the fourteenth session of the Assembly (document A.6.1934) :

1. Notes with satisfaction that the Health Organisation has ensured the continuity of its essential work, while adapting its activities in such a way as to take account of existing economic and financial conditions ;

2. Approves the Rapporteur's conclusions and requests the Council to communicate to the Health Organisation the suggestions of a technical order in his report (document A.39.1934.III).

[Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

2. WORK OF THE COMMUNICATIONS AND TRANSIT ORGANISATION.

The Assembly approves the report (document A.31.1934.VIII) submitted to it by the Second Committee on the work of the Communications and Transit Organisation.

[Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

3. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS.

The Assembly requests the Council to arrange for an enquiry to be made by the Economic and Financial Organisation of the League concerning the causes, scope, methods and results of compensation and clearing agreements.

It requests that this study should, in particular, include an examination of the agreements concluded and the working of the organisations set up to provide for their execution, and should throw light upon the practical difficulties that have been encountered and the results that have been obtained.

[Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

4. COLLABORATION OF THE PRESS IN THE ORGANISATION OF PEACE.

The Assembly,

Having noted the results of the second Conference of Government Press Bureaux and Press Representatives, which sat at Madrid from November 7th to 11th, 1933, at the invitation of the Government of the Spanish Republic ;

In view of the valuable contribution made by the Conference to the problem of the spread of false news which might endanger the maintenance of peace and a good understanding among the nations ;

Hoping that the proposed enquiries into the technical and financial means of putting an end to the spread of false news and in regard to the correction of false news appearing in the Press may prove successful ;

Believing it to be desirable that, whenever it is thought expedient, Governments should convene conferences of Directors of Press Bureaux and Representatives of the Press in the conditions contemplated by the Madrid Conference :

Requests the Council to authorise the Secretary-General to facilitate, by such means as are at his disposal, the preparation for and organisation of the next Conference of Government Press Bureaux and Press Representatives, by lending the assistance of the appropriate services of the League for the secretarial work of the conference, if such assistance is desired by the Government convening the conference, after consultation with the Organising Committee and the Press organisations concerned.

[Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE
FOURTH COMMITTEE.

I. FINANCIAL QUESTIONS.

1. The Assembly, under Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the fifteenth financial period, ending December 31st, 1933.

2. The Assembly,

Under Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations :

Passes for the financial period 1935 the budget of the League of Nations, amounting to the total sum of 30,639,664 francs ;

And decides that the aforesaid budget shall be published in the *Official Journal*.

3. The Assembly,

Takes note of the report of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1934 (document A.10.1934) ;

Adopts the accounts of the Fund as submitted by the Auditor ;

And decides, having regard to Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations, that the contribution of the League to the Pensions Fund for 1935 shall be 9 per cent of the pensionable emoluments of the members of the Fund.

4. The Assembly adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted for its consideration (documents A.5, A.5(a) and A.61.1934.X).

5. The Assembly appoints for the period ending on December 31st, 1937, as regular members of the Supervisory Commission : Lord MESTON OF AGRA and M. C. J. HAMBRO.

6. The Assembly appoints for the period ending on December 31st, 1936, as substitute member of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund : Mr. Francis T. CREMINS.

7. The Assembly adopts the report of the Fourth Committee (document A.55.1934.X).

[Resolutions adopted on September 27th, 1934 (afternoon).]

¹ These conclusions relate to the accounts for the financial year 1933 ; budgetary methods of the League, form of the budgets, contributions in arrears ; budget for 1935 ; disposal of the surplus from the 1933 budget and repayment to the Working Capital Fund ; reimbursement to States of their share of the Working Capital Fund ; branch offices ; recruitment and promotion (in the scale) of Members of Section ; reduction of scales of salary ; contribution to the Sickness Insurance Fund ; rates of subsistence allowance to officials ; allocation of surpluses as between Members of the League ; construction of the new buildings and expenses of the architects' offices ; entry of receipts in the accounts after the close of the financial period to which they refer ; proposal for the amendment of Article 22 of the Financial Regulations ; form of the budget and various miscellaneous questions.

2. CONTRIBUTIONS IN ARREARS.

The Assembly,

Adopts the report of the Fourth Committee (document A.49.1934.X) on the question of contributions in arrears, together with the Annex ;

Decides to appoint a special committee, which would sit at intervals from now until the next ordinary session of the Assembly and which would have full power, subject to ratification by the next Assembly, to negotiate and conclude arrangements with States for the equitable settlement of the amount of their debt in respect of arrears outstanding at the end of 1932. This special Committee, which is also entrusted with the study of the questions referred to it by the Fourth Committee, will be composed of the following members :

Count CARTON DE WIART (Belgium) ;
Sir F. PHILLIPS (United Kingdom) ;
M. Štefan OSUSKÝ (Czechoslovakia) ;
M. CASTILLO NAJERA (Mexico) ;
M. C. J. HAMBRO (Norway) ;

Decides that the Argentine Republic, which, prior to the year 1933, stood in a special relationship to the League, should no longer be regarded as being in arrear for the four years 1929 to 1932.

[*Resolution adopted on September 27th, 1934 (afternoon).*]

3. ALLOCATION OF THE EXPENSES OF THE LEAGUE.

I.

In view of the material impossibility of referring the question of the contributions of Afghanistan and the Union of Soviet Socialist Republics to the Allocation Committee for a detailed study :

The Assembly decides to fix the contributions of these two States for 1935 only, and without prejudice to any decision that may be reached next year, as follows :

Afghanistan	1 unit ;
Union of Soviet Socialist Republics	79 units.

II.

The Assembly decides that :

(1) Twenty units shall be distributed for the year 1935 by the Allocation Committee in reduction of the contribution of those States which, in its opinion, have the strongest claims to relief ;

(2) The Allocation Committee, in carrying out this task, may establish contact with the special Committee on Arrears of Contributions,¹ with a view to obtaining any additional information required ;

(3) Subject to the foregoing, the present scale shall remain in force for the year 1935.

¹ See No. 2 above.

III.

The Assembly,

Having noted the United Kingdom proposal¹ made during the discussion of the report of the Allocation Committee (document A.9.1934.X) and the observations to which it gave rise :

Requests the Governments of States Members of the League to study the question ;

And decides that this proposal, and all proposals made by Governments which are communicated in good time, concerning the method of contribution of Members of the League, shall be placed on the agenda of the sixteenth Assembly.

IV.

The Assembly decides that the Allocation Committee, in agreement with the special Committee on Arrears of Contributions,² shall consider forthwith the request put forward by the Chinese representative on the Fourth Committee of the Assembly and submit concrete proposals concerning it to the sixteenth Assembly.

[Resolutions adopted on September 27th, 1934 (afternoon).]

¹ The British proposal was as follows :

“ His Majesty's Government in the United Kingdom, for reasons developed at length by the United Kingdom delegate, propose as a measure for dealing with the present difficulties of the League that a fixed number of units (105) should be allocated to the four States with permanent seats on the Council.

“ They have calculated that a prospective balance of some 37 units would become available as a result of this proposal. They have therefore suggested that this balance should be used for the relief of States not permanently represented on the Council, especially those suffering most severely from the present economic stress. ”

² See page 12.

VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE.

I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

I.

The Assembly,

Being convinced that specialised police services represent the only means whereby Governments can detect and close clandestine drug factories and effectively combat illicit traffic ;

Noting the lack of information regarding the numbers and character of the personnel assigned to this class of work in the various countries :

Requests that the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs should take steps to obtain the necessary information by placing this question on the agenda for its next session.

II.

The Assembly,

Referring to the draft International Convention for the Suppression of the Illicit Traffic in Dangerous Drugs, transmitted to the Governments on July 16th, 1934, with a view to a second consultation (C.L.120.1934.XI) in application of the procedure laid down in the Assembly resolution of September 25th, 1931, for the conclusion of all general conventions to be negotiated under the auspices of the League of Nations ;

Considering that, in conformity with that resolution, the results of the aforementioned second consultation, which is still in progress, should in the ordinary course be communicated to the Assembly, which would decide whether a convention should be concluded and, in that case, whether the draft should be submitted to a conference for which it would request the Council to fix a date ;

Considering, moreover, that the aforementioned resolution of September 25th, 1931, expressly empowers the Assembly and the Council to adopt more appropriate methods when circumstances render this desirable ;

Having regard to the necessity of facilitating the adoption of a draft, the urgency and importance of which have been emphasised by the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs as well as by the Council and Assembly, and of not postponing the above-mentioned decision until the next ordinary session of the Assembly :

Instructs the Council, for the reasons set out above, to decide, in the light of the results of the second consultation, whether a convention should be concluded and, in that case, whether the draft should be submitted to a conference for which the Council will fix a date.

III.

The Assembly takes note of the report submitted by the Fifth Committee (document A.51.1934.XI) and adopts the resolutions and the conclusions of the report.

[Resolutions adopted on September 27th, 1934 (morning).]

2. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

(1) The Assembly is of opinion that the report of the Commission of Enquiry in the East (document C.849.M.393.1932.IV.) should be considered at a conference of the authorities who are responsible in Eastern countries for the measures taken to prevent traffic in women, with a view to securing closer co-operation and greater exchange of information between them ; and that the Governments concerned should be consulted by the Secretary-General as to their willingness to co-operate in such a conference, to be held in the East under the auspices of the League of Nations.

(2) The Assembly, having considered the statements made by the Commission of Enquiry in the East as to Russian women refugees in China becoming victims of the traffic, decides to instruct the Secretary-General to collect further information from official and unofficial sources and to report the result of such enquiries to the Traffic in Women and Children Committee.

(3) The Assembly, having taken note of the resolutions passed by the Traffic in Women and Children Committee (document C.149.M.62.1934.IV.) on the subject of the abolition of licensed houses, decides to communicate these resolutions to all States Members and non-members of the League, and to invite them to give their earnest consideration to these resolutions in dealing with the problem of prostitution.

(4) The Assembly observes that the Traffic in Women and Children Committee has decided to consider at its next session the question of the preparation of an international convention for the punishment of *souteneurs*.

(5) The Assembly, recognising that, to ensure the effective suppression of the traffic in women, it is important that as many States as possible should become parties to the International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age, which was concluded in Geneva on October 11th, 1933, instructs the Secretary-General to invite those States which have signed the Convention to ratify their signatures as soon as possible and to draw the attention of those States which have not signed the Convention to the importance of acceding to it without delay.

[Resolutions adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

3. CHILD WELFARE.

I.

The Assembly affirms the need for the systematic collation by the League of Nations of information bearing on child welfare with a view to the formation of a centre of information and diffusion. When the Child Welfare Committee was established, it was recognised that this would be one of its main duties, and it is only lack of staff which has prevented its carrying it out in full. The general scheme recommended by the Child Welfare Committee (document C.149.M.62.1934.IV.) and approved by the Assembly is that the Library of the Secretariat should collect and keep up to date the most complete information possible, including :

(a) Present and contemplated legislation of different countries and its application ;

(b) The work done by institutions and organisations, both official and unofficial ;

(c) The activities of international bodies ; and

(d) Bibliographical material.

It will be necessary to that end :

(a) To approach the various Governments ;

(b) To collect full information regarding the activities on this subject of institutions and associations, whether of an official character or due to private initiative, in accordance with the rules and regulations of the Secretariat and with the procedure agreed upon with the Governments concerned ;

(c) To be informed of the activities of international bodies ;

(d) To have access to bibliographical information in regard to child welfare questions.

For that purpose, the Secretariat should maintain close contact with the International Labour Office and the other organs of the League, together with the different centres of documentation. The material thus collected should be placed at the disposal of persons in all countries engaged in research or enquiries in respect of child welfare.

The work of collecting information and utilising it will be carried out in accordance with the regulations in force for the organisation of the League of Nations Library and with the plans to be approved from time to time by the Child Welfare Committee, and will cover only such subjects concerned with child welfare as may be approved by that Committee.

To enable the Secretariat to fulfil the function of a centre of information as described, the staff of the Social Questions Section will have to be strengthened. The work will have to be done by an official of not lower rank than Member of Section, who has had special training and experience in regard to child welfare questions, which conditions are essential if the information service desired by the Assembly is to work efficiently.

Other incidental expenditure will also be necessary.

II.

The Assembly approves the report submitted to it by the Fifth Committee (document A.52.1934.IV) on the question of child welfare.

[Resolutions adopted on September 27th, 1934 (morning).]

4. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS.

The Assembly,

Having taken note of the resolution adopted by the International Penal and Penitentiary Commission in August 1934 concerning the revised Standard Minimum Rules for the treatment of prisoners ;

Considering that these rules (document A.45.1934.IV, Annex) constitute a minimum below which no State's penitentiary system should fall ;

Considering that it is highly desirable that efforts should be made to improve the treatment of prisoners by going beyond that minimum, as has been done in several countries :

1. Recommends Governments to take into consideration the Standard Minimum Rules framed by the International Penal and Penitentiary Commission as a minimum for the treatment of every individual deprived of his liberty ;
2. Requests Governments to consider the possibility of adapting their penitentiary system to the Standard Minimum Rules if that system is below the minimum laid down in the said rules ;
3. Considers that Governments whose economic or financial situation constitutes an obstacle which prevents them temporarily from complying with this minimum should endeavour to reach it as soon as circumstances permit and at the earliest possible date ;
4. Instructs the Secretary-General :
 - (a) To request Governments to communicate, if possible annually, and, if necessary, with the collaboration of qualified associations, the experience obtained and any other observations relating either to the application of the Standard Minimum Rules or to reforms in general brought about in penitentiary matters ;
 - (b) To report on these questions to the Assembly and to communicate the information received from Governments to the International Penal and Penitentiary Commission.

[Resolutions adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

5. ASSISTANCE TO INDIGENT FOREIGNERS.

The Assembly,

Having studied with keen interest the work accomplished by the Committee of Experts on Assistance to Indigent Foreigners and the Execution of Maintenance Obligations abroad at its first session, in December 1933 (document C.10.M.8.1934.IV.) ;

Having noted the replies received from twenty of the seventy Governments to which the proposals of the Committee of Experts have been submitted ;

Being of opinion that, since so few replies have yet been received, it is not possible to take any decision on the substance of the draft Convention and the fourteen recommendations drawn up by the Committee of Experts :

Expresses the hope that those Governments which have stated that they are in favour of the fourteen recommendations will apply them at the earliest possible moment, and

Instructs the Secretary-General to request those Governments which have not yet sent their observations on this subject to send them to the Secretariat of the League of Nations as soon as possible, and to submit those observations to the Committee of Experts for examination at its next session.

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (morning).]

VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

I. ADMISSION OF NEW MEMBERS TO THE LEAGUE OF NATIONS.

A. *Admission of the Union of Soviet Socialist Republics : Nomination of the Union of Soviet Socialist Republics as a Permanent Member of the Council.*

I. The Assembly decides to admit the Union of Soviet Socialist Republics to the League of Nations.

II. The Assembly approves the proposal put forward by the Council in its resolution of September 15th, 1934, regarding the nomination of the Union of Soviet Socialist Republics as a Permanent Member of the Council.

[*Meeting of September 18th, 1934 (afternoon).*]

B. *Admission of Afghanistan.*

The Assembly decides to admit Afghanistan to the League of Nations.

[*Meeting of September 27th, 1934 (morning).*]

2. DISPUTE BETWEEN BOLIVIA AND PARAGUAY.

I. In consideration of the request made by the Bolivian Government on May 31st, 1934, for the application to the dispute of the procedure provided by Article 15 of the Covenant of the League ;

In consideration of the request made by the Bolivian Government on June 9th, 1934, that the dispute be referred to the Assembly in accordance with Article 15, paragraph 9, of the Covenant, and the Council's decision of September 7th, 1934 ;

In consideration of the opinion of its First Committee dated September 22nd, 1934 (document A.VI/12.1934), on the question of the full application of Article 15 of the Covenant, which was raised by the delegate of Paraguay :

The Assembly declares that the dispute between Bolivia and Paraguay has been duly referred to it, and that it is obliged to follow the procedure provided in Article 15 of the Covenant.

II. Whereas hostilities have been proceeding in the Chaco for more than two years, and all the efforts that have been made to secure the cessation of hostilities and the pacific settlement of the dispute have so far proved ineffectual ;

And whereas, in particular, the endeavour made in the interests of peace, prior to the meeting of the Assembly, by the Government of the Argentine Republic, with the support of the Governments of the United States of America and the United States of Brazil, has revealed the difficulties which still stand in the way of a settlement by conciliation ;

The Assembly considers that, while endeavouring to secure a settlement of the dispute by the procedure of conciliation provided for in Article 15, paragraph 3, of the Covenant, it should forthwith take steps to prepare the report contemplated in

paragraph 4 of the same article, on the understanding that the conciliation procedure remains open until such time as the said report shall have been adopted.

III. The Assembly hereby decides to establish a Committee comprising :

(a) The Members of the Council ;

(b) Those Members of the League which, not being at present Members of the Council, have taken part in the attempts previously made in America, as members of the Washington Committee of Neutrals or as States bordering upon the parties to the dispute—that is to say, Colombia, Cuba, Peru and Uruguay ;

(c) Four other Members to be selected by the Assembly.

The Committee will be formed without delay. It will settle its own procedure with a view to discharging its duty as effectively and speedily as possible. It may secure such assistance as it may consider necessary.

Should it succeed in bringing about the settlement of the dispute by applying Article 15, paragraph 3, of the Covenant, the Committee will make public, on behalf of the Assembly, a statement giving facts and explanations regarding the dispute and the terms of settlement thereof.

Should it prove impossible to settle the dispute, the Committee will submit to the Assembly the draft report contemplated in Article 15, paragraph 4, of the Covenant, containing a statement of the facts of the dispute and the recommendations concerning the cessation of hostilities, the settlement of the dispute, and any consequences arising out of those recommendations in regard to the application of the prohibition to supply arms and war material, to which numerous Governments have subscribed, in some cases " subject to any further recommendation by the Council or the Assembly ".

In accordance with Rule 1, paragraph 2, of its Rules of Procedure, the Assembly will meet in extraordinary session at the request of the Committee hereby set up.

* * *

The Sixth Committee recommends to the Assembly to select as Members of the Committee : China, the Irish Free State, Sweden and Venezuela.

[Resolutions adopted on September 27th, 1934 (afternoon).]

3. PROHIBITION, UNDER THE PROVISIONS OF THE COVENANT, OF THE SUPPLY OF ARMS AND WAR MATERIAL TO BELLIGERENTS.

The Assembly decides to request the Council to appoint a Committee to study, from the standpoint of pure law and, in particular, from that of interpretation of the Covenant, the question of prohibiting, under the provisions of the Covenant of the League of Nations, the supply of arms and war material to belligerents and to present its conclusions to the Council and to the Assembly.

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (morning).]

4. PROTECTION OF MINORITIES.

The Assembly takes note of the report of the Sixth Committee (document A.57.1934.I).

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (morning).]

5. MANDATES.

The Assembly,

Having noted the activities of the mandatory Powers, of the Permanent Mandates Commission and of the Council as regards the execution of Article 22 of the Covenant :

Once more expresses its confidence in them, and hopes that they will pursue in the same spirit of close co-operation the work of progress constituted by the mandates system.

[*Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).*]

6. SLAVERY.

The Assembly,

Notes the Rules of Procedure¹ drawn up by the Advisory Committee of Experts on Slavery and approved by the Council on January 19th, 1934 ;

Renews its appeal to the Governments of the Members of the League and non-members parties to the 1926 Slavery Convention to send, without delay, to the League information on all forms of slavery in their own countries, or in other parts of the world, in order that the Advisory Committee can meet early in 1935 ;

Authorises the Secretary-General each year, should it appear to be necessary, to request Governments to supply further information on slavery within the limits of the provisions of the Assembly resolution of 1932 ; this action will be taken in agreement with the Chairman of the Advisory Committee ;

Requests the Secretary-General to bring the present resolution to the notice of the Governments of the Members of the League and non-members parties to the 1926 Slavery Convention.

[*Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).*]

7. WORK OF THE INTELLECTUAL CO-OPERATION ORGANISATION.

(1) The Assembly,

Approves the programme of work of the Intellectual Co-operation Organisation for the year 1934-35, as set out in the resolutions of the International Committee and the general report of the Director of the Institute (document C.339.M.156.1934.XII).

It is happy to recognise that the work done during the past year by the various bodies constituting the Intellectual Co-operation Organisation has been entirely in keeping with the intentions of the last Assembly and with the higher interests of the League of Nations and culture in general.

It notes with satisfaction that, in spite of difficult circumstances, it has been possible to maintain the resources made available by the League of Nations ; it nevertheless considers it impossible to meet the numerous requirements of the present time and enable this work to attain in all its aspects to the full development which its continuous progress makes it possible to expect, unless the material needs of the Organisation are more fully understood both by the League as a whole and by the various Member States. While conveying its renewed thanks to those States which are already showing their interest in the Institute of Intellectual Co-operation by the payment of contributions, it expresses the hope that, in future, their number will still further increase.

¹ See *Official Journal*, février 1934, pages 222 to 225.

(2) *Moral Disarmament.*

The Assembly notes the work done by the Committee on Moral Disarmament of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments. Without prejudice to the further activities of that Committee, it expresses the hope that the texts drawn up by the International Committee on Intellectual Co-operation will be recommended in due course to the attention of the various States.

(3) *National Committees.*

The Assembly requests the Secretary-General of the League of Nations once more to draw the attention of the Governments to the importance of the tasks entrusted to the National Committees, for it is important that the various States should do everything in their power to assist the Committees in the regular fulfilment of their mission.

(4) *Annual Tables of Constants.*

The Assembly recognises the great value to science in general of the publication of the annual tables of constants and numerical data, as also the importance of the proposal put forward by the International Chemistry Union for the summoning, under the auspices of the French Government, of a conference to consider the present position of that publication.

(5) The Assembly conveys its warmest thanks to Spain, France and Italy for the services which those countries have rendered to intellectual co-operation by facilitating the summoning of such important conferences as the seventh International Studies Conference, held in Paris, the Venice "Conversation" of July 1934 and the General Museographical Conference to be held in Madrid next October.

(6) The Assembly draws the attention of Governments to the importance of a prompt and sympathetic examination of the two draft Conventions prepared by the Intellectual Co-operation Organisation and at present submitted to the States for their consideration; the first of these agreements relates to the legal protection of national artistic possessions and the second to broadcasting and international relations. The Assembly requests the Institute of Intellectual Co-operation to summon further meetings of the Committees of Experts by which the first drafts were prepared, as soon as enough replies have been received. Those Committees will amend the original texts in the light of the replies from the States. The drafts thus amended will be communicated to the Governments and submitted to the Council of the League, which will decide whether they are to be considered by special conferences, or whether they can be discussed and signed during the next ordinary Assembly.

(7) *Intellectual Rights.*

The Assembly,

Having heard the particulars supplied to it in regard to the progress recently made in the matter of bringing into harmony the Berne and Havana Conventions on authors' rights:

Notes with satisfaction that, as a result of the Pan-American Conference at Montevideo, an American Committee has been set up to prepare a draft, co-ordinating the basic principles of the two Conventions.

Having regard to the interest which the Assembly has taken in this problem since September 1928 :

It asks that the Intellectual Co-operation Organisation should study, before the Brussels Revision Conference, the terms of a preliminary draft convention combining the above-mentioned Conventions.

(8) *Origins of American Civilisation.*

The Assembly,

Approves of the very interesting suggestion made by M. Levillier, delegate of the Argentine Republic, that the Institute of Intellectual Co-operation of the League should publish, by international scientific collaboration, a collection of original works on the native civilisations of America and a similar collection dealing with the great American discoveries and history of the sixteenth century ;

And requests the Director of the Institute of Intellectual Co-operation, after consulting the Publications Committee of the Ibero-American Collection, to bring that suggestion forward at the next session of the Executive Committee of the Intellectual Co-operation Organisation, with a view to the appointment, as proposed by the Argentine delegate, of a small Committee of Americanists for the purpose of drawing up a scientific and financial plan for the proposed work, such plan to be submitted to the next ordinary Assembly for its approval.

(9) *League of Nations Teaching.*

The Assembly is gratified to note the impulse given by the new Advisory Committee for the League of Nations Teaching to the efforts that are being made with a view to the instruction of the younger generation in the aims and work of the League of Nations, and approves the method recommended, which would embody that teaching in a number of measures intended to awaken an international spirit and to promote mutual knowledge of different civilisations.

(10) *Educational Cinematography.*

The Assembly is gratified by the considerable work accomplished by the International Educational Cinematographic Institute during the past year, and in particular by the holding of the International Congress of Educational and Instructional Cinematography in Rome in April 1934.

It is glad to see in the results of the Congress, not merely the successful conclusion of work already systematically carried on among educationists and the film industry, but also the starting-point of a whole series of new activities.

It desires to emphasise the fact that among the effects of the Rome Congress has been that of stressing the increasingly large part played by the International Educational Cinematographic Institute in the technical field.

It notes that a large number of signatures have been secured for the Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character, and expresses the hope that the requisite number of ratifications will be obtained to enable that international instrument to come into force at an early date.

[Resolutions adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

8. RUSSIAN, ARMENIAN, ASSYRIAN, ASSYRO-CHALDEAN AND TURKISH REFUGEES.

The Assembly,

Having considered the report of the Nansen International Office for Refugees on its work during the past year (document A.12.1934) :

Expresses its high appreciation of the important results achieved by the Office for the refugees and for the countries offering them hospitality, in spite of the economic crisis and of the exiguous funds at the disposal of the Office ;

Seeing that the Refugee Convention of October 28th, 1933, recognises an international status for the refugees which, *inter alia*, contemplates that measures against foreigners should not, owing to their special situation, be applied rigorously to refugees :

Urges Governments, with a view to an acceleration of the liquidation of the refugee problem, to accede as soon as possible to that Convention ;

Considering the opinion expressed by responsible Armenian refugee organisations that the settlement of the Armenian refugees in the Republic of Erivan offers one of the best solutions of the Armenian refugee problem :

Requests the Office to continue its negotiations to that end ;

Notes with anxiety the growing practice of certain Governments to expel refugees from their territories, even for minor offences, and the serious consequences thus created for neighbouring States ;

Invites Governments to undertake not to expel refugees from their territories until they have obtained visas to enter an adjacent country ;

Recognising the increasing difficulty of placing refugees in employment in European countries, and even of maintaining in employment those who already have work :

Requests the Office to continue and develop its efforts to secure the settlement of refugees in oversea countries ; and

Urges the Governments of those countries to communicate to the Office any settlement opportunities or prospects existing in their territories ;

Appreciating the difficulty experienced by Governments in continuing to support the direct and indirect charges imposed on them by the presence of large numbers of unemployed refugees in their territories :

Recommends the Governments of those countries to consider the advantage of capitalising such charges by placing credits at the disposal of the Office to enable it to settle unemployed refugees in countries willing to receive them ;

Notes that the Office could extend its activities to a larger number of refugees if adequate funds were available ;

Urges Governments to increase the revenue of the Office by a general application of the Nansen Stamp System ; and

Requests the Council to take the necessary steps to ensure that the Secretary-General may be acquainted with the effect interested Governments are able to give to the above recommendations.

[Resolutions adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

I. COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION.

The Assembly,

After consulting its General Committee as to the procedure to be followed in connection with Item 8 of the agenda of this session (Commission of Enquiry for European Union):

Notes that circumstances have made it impossible for this Commission to meet since the last session;

Decides, under these conditions, to renew for twelve months the term of office of the Commission of Enquiry for European Union and to include the question in the agenda of the next session of the Assembly.

[Resolution adopted on September 26th, 1934 (afternoon).]

2. COMMITTEES OF THE LEAGUE OF NATIONS.

The Assembly,

Having taken cognisance of the Secretary-General's report on the League Committees, prepared as a result of the Council's decision of January 17th, 1934 (document C.287.M.125.1934):

Considering that this report constitutes a useful basis for enquiring whether corrections, adjustments, or improvements should be made in the constitution and in the practice and procedure of the Committees:

Requests the Council to have the Secretary-General's report studied by a suitable body in order that proposals for the realisation of the above-mentioned aims may, if necessary, be laid before the Assembly at its next session.

In order to facilitate this examination, the Members of the League might be invited to communicate to the Secretary-General any suggestions they may wish to make.

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (morning).]

3. NATIONALITY OF WOMEN.

The Assembly takes note of the proposal put forward by certain delegations on the question of the nationality of women (document A.48.1934.V) and decides to include this question in the agenda of the next ordinary session of the Assembly.

[Resolution adopted on September 25th, 1934 (afternoon).]

4. STATUS OF WOMEN.

The Assembly takes note of the proposal put forward by certain delegations on the question of the status of women (document C.440.M.190.1934.V), and decides that the Secretary-General will take the necessary steps to ensure that proper action may be taken in respect of the various points raised therein.

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (afternoon).]

5. CONFERENCE FOR THE REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS.

The Assembly takes note of the draft resolution submitted by the delegation of the Union of Soviet Socialist Republics (document A.59.1934.IX).¹

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (morning).]

6. RELATIONS BETWEEN THE LEAGUE OF NATIONS AND THE PAN-AMERICAN UNION.

The Assembly takes note of the draft resolution submitted by the Colombian delegation concerning relations between the League of Nations and the Pan-American Union (document C.434.M.189.1934), and decides to include this question in the agenda of the next ordinary session of the Assembly.

[Resolution adopted on September 27th, 1934 (afternoon).]

IX. ELECTION OF THE NON-PERMANENT MEMBERS
OF THE COUNCIL.

The Assembly elected as non-permanent Members of the Council CHILE, SPAIN and TURKEY.

[Meeting of September 17th, 1934 (afternoon).]

¹ The text of the draft resolution reads as follows :

“ The fifteenth Assembly of the League of Nations expresses the hope that the President of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments will report to the League Council on the position of the work of that Conference and that the Council will express its views as to the procedure to be followed.”

THE RECORDS OF THE FIFTEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1935. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page iv of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series : £2/10/0 or \$12.50 including any further special supplement to the *Official Journal* that may be published between the Fifteenth and Sixteenth Ordinary Session of the Assembly.

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual Subscription (1934) (including index)	£3 15s.	\$18.75
1920 (all issues)	15s.	3.00
1921 " "	15s.	3.00
1922 " "	£3	12.00
1923 " "	£2 10s.	12.00
1924 " "	£2 10s.	12.00
1925 " "	£2 10s.	12.00
1926 " "	£2 10s.	12.00
1927 " "	£2 10s.	12.00
1928 " "	£2 10s.	12.00
1929-1933 (all issues, including index)	£3	15.00

The prices of the separate numbers vary according to size.

THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in Czech, English, French, German, Italian and Spanish.

Annual Subscription	8s.	\$2.00
Single No.	1s.	\$0.20

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS.**

- AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)**
Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.
- ALLEMAGNE — GERMANY**
Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN, W. S.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida, 371, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE (Commonwealth d') — AUSTRALIA (Commonwealth of)**
H. A. Goddard, Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- AUTRICHE — AUSTRIA**
Mans'sche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt, 20, VIENNE, I.
- BELGIQUE — BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BRÉSIL — BRAZIL**
« Livraria Alhema », Frederico Will, rua de Alfandega, 69, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**
Librairie Française et Étrangère, J. Carasso & C^o, Bd « Tsar Osvoboditel », N^o 8, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 121, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**
Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.
- CHINE — CHINA**
Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, GUANG-HAI.
- COLOMBIE — COLOMBIA**
Libreria Voluntad, S. A., calle Real 297-301, BOGORÁ.
- CUBA**
La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.
- DANEMARK — DENMARK**
Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**
Georg Stülke, Buchhandlung, Langgasse, 27, DANTZIG.
- ÉGYPTÉ — EGYPT**
G. M.'s Book Shop, 118, Sharia Emad El Din (Opp. Davies Bryan), LE CAIRE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**
Libreria Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.
Libreria Internacional de Romo, Alcalá, 5, MADRID.
- ESTONIE — ESTONIA**
J. G. Krüger, Ant.-Ges., 11, Rõdli t., TARTU.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**
World Peace Foundation, 8, West 40th Street, NEW-YORK, N.Y., et 49, Mt. Vernon Street, BOSTON, Mass.
- FINLANDE — FINLAND**
Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.
- FRANCE**
Éditions A. Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (3^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**
George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDRES, W. C. 1.
- GRÈCE — GREECE**
« Eleftheroudakis », Librairie internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA — GUATEMALA**
Goubaud & Cia., Ltda., GUATÉMALA.
- HAÏTI — HAITI**
Librairie-Papeterie, M^o D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HONGRIE — HUNGARY**
Librairie Grill, Dorottya utca, 2, BUDAPEST.
- INDE — INDIA**
The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A CALCUTTA.
League of Nations (Indian Bureau), Improvement Trust Building, Esplanade Road, BOMBAY, I.
- INDES NÉERLANDAISES — NETHERLANDS INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- IRLANDE (Etat libre d') — IRISH FREE STATE**
Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.
- ISLANDE — ICELAND**
Peter Halldorsson, REYKJAVIK.
- ITALIE — ITALY**
S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini 26, FLORENCE (114).
- JAPON — JAPAN**
League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKIO.
Moruzen Co., Ltd. (Moruzen-Kubushiki-Kaisha), 6, Nishobashi Tori-Nichome, TOKIO.
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.
- LETTONIE — LATVIA**
Lutvijas Telegrafa Agentura « Letas », Kr. Barons iela, 4, RIGA.
- MEXIQUE — MEXICO**
Central de Publicaciones, S. A. (Antes Agencia Mirachi), Edificio « La Nacional », Avenida Juarez, 4, MEXICO, D. F.
- NORVÈGE — NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**
The Clarté Bookshop, 126, Vivian Street, P. O. Box 310, WELLINGTON.
- PANAMA**
Isidro A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte, N^o 49, PANAMA.
- PARAGUAY**
Libreria Internacional Santiago Putgbonet, Casilla de Correo, 581, ASUNCION.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaars-uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.
- POLOGNE — POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Regele Carol I, BUCAREST, I.
- SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**
Gebr. Hofer A.-G., Sortimentsabteilung, SARRERBRUCK.
- SUÈDE — SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**
Librairie Payot & C^o, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BÂLE.
Librairie Dr Girsberger & Raunhardt, Kirchgasse, 17, ZÜRICH.
- TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**
Librairie P. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- TURQUIE — TURKEY**
Librairie Hachette, succursale de Turquie, 469, av. de l'Indépendance, Boîte postale 2219, ISTAMBOUL.
- VENEZUELA**
Libreria Alejandro d'Empaire, Trapozos a Colón, 36, Apartado postal 274, CARACAS.
- YOUgoslavIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**
Librairie Geo Kon S. A., 12, rue Knez Mihailovic, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, Ilica, 30, ZAGREB.
Knjigarna « Schwentner », Presernova ulica, LJUBLJANA.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other Countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).